

Sur les ruses de la raison impérialiste

Pierre Bourdieu, Monsieur Loïc J. D. Wacquant

Citer ce document / Cite this document :

Bourdieu Pierre, Wacquant Loïc J. D. Sur les ruses de la raison impérialiste. In: Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 121-122, mars 1998. Les ruses de la raison impérialiste. pp. 109-118;

doi : <https://doi.org/10.3406/arss.1998.3250>

https://www.persee.fr/doc/arss_0335-5322_1998_num_121_1_3250

Fichier pdf généré le 22/03/2019

Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant

SUR LES RUSES DE LA RAISON IMPÉRIALISTE

l'impérialisme culturel repose sur le pouvoir d'universaliser les particularismes liés à une tradition historique singulière en les faisant méconnaître comme tels¹. Ainsi, de même que, au XIX^e siècle, un certain nombre de questions dites philosophiques qui étaient débattues, dans toute l'Europe et au-delà, comme universelles, prenaient leur origine, comme l'a très bien montré Fritz Ringer, dans les particularités (et les conflits) historiques propres à l'univers singulier des universitaires allemands², de même aujourd'hui, nombre de topiques directement issus de confrontations intellectuelles liées à la particularité sociale de la société et des universités américaines se sont imposés, sous des formes en apparence déshistoricisées, à l'ensemble de la planète. Ces lieux communs au sens aristotélicien de notions ou de thèses avec lesquelles on argumente mais sur lesquelles on n'argumente pas, ou, en d'autres termes, ces présupposés de la discussion qui restent indiscutés, doivent une part de leur force de conviction au fait que, circulant de colloques universitaires en livres à succès, de revues demi-savantes en rapports d'experts, de bilans de commissions en couvertures de magazines, ils sont présents partout à la fois, de Berlin à Tokyo et de Milan à Mexico, et sont puissamment soutenus et relayés par ces lieux prétendument neutres que sont les organismes internationaux (tels l'OCDE ou la Commission européenne) et les centres d'études et de conseil en politiques publiques (comme l'Adam Smith Institute et la Fondation Saint-Simon)³.

La neutralisation du contexte historique qui résulte de la circulation internationale des textes et de l'oubli

corrélatif des conditions historiques d'origine produit une universalisation apparente que vient redoubler le travail de « théorisation ». Sorte d'axiomatisation fictive bien faite pour produire l'illusion d'une genèse pure, le jeu des définitions préalables et des déductions visant à substituer l'apparence de la nécessité logique à la contingence des nécessités sociologiques déniées tend à occulter les racines historiques de tout un ensemble de questions et de notions que l'on dira philo-

1 – Il vaut mieux dire d'emblée, pour éviter tout malentendu – et écarter l'accusation d'antiaméricanisme – que rien n'est plus universel que la prétention à l'universel ou, plus précisément, à l'universalisation d'une vision du monde particulière et que la démonstration esquissée ici vaudrait, *mutatis mutandis*, pour d'autres champs et d'autres pays (notamment la France : cf. P. Bourdieu, « Deux impérialismes de l'universel », in C. Fauré et T. Bishop (eds), *L'Amérique des Français*, Paris, Ed. François Bourin, 1992).

2 – F. Ringer, *The Decline of the Mandarins*, Cambridge, Cambridge University Press, 1969.

3 – Parmi les livres qui témoignent de cette McDonaldisation rampante de la pensée, on peut citer la jérémiade élitiste d'A. Bloom, *The Closing of the American Mind* (New York, Simon & Schuster, 1987), immédiatement traduite en français chez Julliard sous le titre *L'âme désarmée* (1987), et le pamphlet rageur de l'immigré indien néo-conservateur (et biographe de Reagan) sis au Manhattan Institute, D. DiSouza, *Alliberal Education : The Politics of Race and Sex on Campus* (New York, The Free Press, 1991), traduit en français sous le titre *L'Éducation contre les libertés*, Paris, Gallimard (Collection le Messager), 1993. L'un des meilleurs indices pour repérer les ouvrages participant de cette nouvelle doxa intellectuelle à prétention planétaire est la *célibrité* tout à fait inhabituelle avec laquelle ils sont traduits et publiés à l'étranger (surtout par comparaison avec les ouvrages scientifiques). Pour une vision indigène d'ensemble des heurs et malheurs des universitaires américains aujourd'hui, voir le récent numéro de *Daedalus* consacré à « The American Academic Profession » (n° 126, automne 1997), notamment B. Clark, « Small Worlds, Different Worlds : The Uniqueness and Troubles of American Academic Professions », p. 21-42, et P. Altbach, « An International Academic Crisis? The American Professoriate in Comparative Perspective », p. 315-338.

sophiques, sociologiques, historiques ou politiques, selon le champ d'accueil. Ainsi planétarisés, mondialisés, au sens strictement géographique, par le déracinement, en même temps que déparcellisés par l'effet de fausse coupure que produit la conceptualisation, ces lieux communs de la grande vulgate planétaire que le ressassement médiatique transforme peu à peu en sens commun universel parviennent à faire oublier qu'ils ont pris leur origine dans les réalités complexes et controversées d'une société historique particulière, tacitement constituée en modèle et en mesure de toutes choses.

Il en est ainsi par exemple du débat flou et mou autour du « multiculturalisme », terme qui, en Europe, a surtout été utilisé pour désigner le pluralisme culturel dans la sphère civique alors qu'aux États-Unis il renvoie aux séquelles pérennes de l'exclusion des Noirs et à la crise de la mythologie nationale du « rêve américain », corrélative de l'accroissement généralisé des inégalités au cours des deux dernières décennies⁴. Crise que le vocable « multiculturel » voile en la cantonnant artificiellement dans le seul microcosme universitaire et en l'exprimant dans un registre ostensiblement « ethnique », alors qu'elle a pour enjeu principal, non pas la reconnaissance des cultures marginalisées par les canons académiques, mais l'accès aux instruments de (re)production des classes moyenne et supérieure – au premier rang desquels figure l'université – dans un contexte de désengagement massif et multiforme de l'État⁵.

On voit en passant, à travers cet exemple, que, parmi les produits culturels diffusés à l'échelle planétaire, les plus insidieux ne sont pas les théories d'apparence systématique (comme la « fin de l'histoire » ou la « globalisation ») et les visions du monde philosophiques (ou se prétendant telles, comme le « postmodernisme »), somme toute faciles à repérer. Ce sont plutôt des termes isolés d'apparence technique, tels que la « flexibilité » (ou sa version britannique, l'« employabilité »), qui, du fait qu'ils condensent et véhiculent toute une philosophie de l'individu et de l'organisation sociale, sont bien faits pour fonctionner comme de véritables mots d'ordre politiques (en l'occurrence : le « moins d'État », le rétrécissement de la couverture sociale et l'acceptation de la généralisation de la précarité salariale comme une fatalité, voire un bienfait).

On pourrait analyser aussi, dans ses tenants et ses aboutissants, la notion fortement polysémique de « mondialisation », qui a pour effet, sinon pour fonction,

de noyer dans l'œcuménisme culturel ou le fatalisme économiste les effets de l'impérialisme et de faire apparaître un rapport de force transnational comme une nécessité naturelle. Au terme d'un retournement symbolique fondé sur la naturalisation des schèmes de la pensée néo-libérale dont la domination s'est imposée depuis vingt ans grâce au travail de sape des *think tanks* conservateurs et de leurs alliés dans les champs politique et journalistique⁶, le remodelage des rapports sociaux et des pratiques culturelles des sociétés avancées conformément au patron nord-américain, fondé sur la paupérisation de l'État, la marchandisation des biens publics et la généralisation de l'insécurité sociale, est aujourd'hui accepté avec résignation comme l'aboutissement obligé des évolutions nationales, quand il n'est pas célébré avec un enthousiasme moutonnier qui rappelle étrangement l'engouement pour l'Amérique qu'avait suscité, il y a un demi-siècle, le plan Marshall dans une Europe dévastée⁷.

Nombre de thèmes connexes récemment apparus sur la scène intellectuelle européenne, et singulière-

4 – D. Massey et N. Denton, *American Apartheid* (Paris, Descartes et C^o, 1996, orig. 1993); M. Waters, *Ethnic Options* (Berkeley, University of California Press, 1990); D.A. Hollinger, *Postethnic America* (New York, Basic Books, 1995); et J. Hochschild, *Facing up to the American Dream: Race, Class, and the Soul of the Nation* (Princeton, Princeton University Press, 1996); pour une analyse d'ensemble de ces questions qui met à juste titre en lumière leur ancrage et leur récurrence historiques, D. Lacorne, *La crise de l'identité américaine. Du melting pot au multiculturalisme* (Paris, Fayard, 1997).

5 – Sur l'impératif de reconnaissance culturelle, C. Taylor, *Multiculturalism: Examining the Politics of Recognition* (Princeton, Princeton University Press, 1994), et les textes recueillis et présentés par T. Goldberg (éd.), *Multiculturalism: A Critical Reader* (Cambridge, Blackwell, 1994); sur l'enracinement des stratégies de perpétuation de la classe moyenne aux États-Unis, L. Wacquant, « La généralisation de l'insécurité salariale en Amérique : restructurations d'entreprises et crise de reproduction sociale », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 115, décembre 1996, p. 65-79; le malaise profond de la classe moyenne américaine est bien décrit par K. Newman, *Declining Fortunes* (New York, Basic Books, 1993).

6 – P. Grémion, *Preuves, une revue européenne à Paris*, Paris, Julliard, 1989; *Intelligence de l'anticommunisme : le Congrès pour la liberté de la culture à Paris*, Paris, Fayard, 1995; J.A. Smith, *The Idea Brokers: Think Tanks and the Rise of the New Policy Elite*, New York, The Free Press, 1991; K. Dixon, « Les Évangélistes du Marché », *Liber*, 32, septembre 1997, p. 5-6.

7 – Sur la « mondialisation » comme « projet américain », N. Fligstein, « Rhétorique et réalités de la "mondialisation" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 119, septembre 1997, p. 36-47; sur la fascination ambivalente pour l'Amérique dans la période d'après-guerre, L. Boltanski, « America, America... Le plan Marshall et l'importation du "management" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 38, 1981, p. 19-41; et R. Kuisel, *Seducing the French: The Dilemma of Americanization* (Berkeley, University of California Press, 1993).

ment parisienne, ont ainsi traversé l'Atlantique, soit au grand jour, soit en contrebande, à la faveur du regain d'influence dont jouissent les produits de la recherche américaine, tels le « politiquement correct », paradoxalement utilisé, dans les milieux intellectuels français, comme instrument de réprobation et de répression contre toute velléité de subversion, notamment féministe ou homosexuelle, ou la panique morale autour de la « ghettoïsation » des quartiers dits « immigrés », ou encore le moralisme, qui s'insinue partout, à travers une vision éthique de la politique, de la famille, etc., conduisant à une sorte de dépolitisation principielle des problèmes sociaux et politiques, ainsi débarrassés de toute référence à toute espèce de domination, ou enfin l'opposition devenue canonique, dans les régions du champ intellectuel les plus proches du journalisme culturel, entre le « modernisme » et le « postmodernisme » qui, fondée sur une relecture éclectique, syncrétique et le plus souvent déshistoricisée et très approximative d'un quarteron d'auteurs français et allemands, est en passe de s'imposer, dans sa forme américaine, aux Européens eux-mêmes⁸.

Il faudrait faire une place à part et accorder un développement plus important au débat qui oppose aujourd'hui les « libéraux » aux « communautariens »⁹ (autant de mots directement *transcrits*, et non traduits, de l'anglais), illustration exemplaire de l'effet de *fausse coupure* et de *fausse universalisation* que produit le passage à l'ordre du discours à prétention philosophique : définitions fondatrices marquant une rupture apparente avec les particularismes historiques qui restent à l'arrière-plan de la pensée du penseur historiquement situé et daté (comment ne pas voir par exemple que, comme on l'a mainte fois suggéré, le caractère dogmatique de l'argumentation de Rawls en faveur de la priorité des libertés de base s'explique par le fait qu'il attribue tacitement aux partenaires dans la position originelle un idéal latent qui n'est autre que le sien, celui d'un universitaire américain, attaché à une vision idéale de la démocratie américaine?)¹⁰; présupposés anthropologiques anthropologiquement injustifiables, mais dotés de toute l'autorité *sociale* de la théorie économique néo-marginaliste à laquelle ils sont empruntés; prétention à la déduction rigoureuse, qui permet d'enchaîner formellement des conséquences infalsifiables sans s'exposer à rencontrer jamais la moindre réfutation empirique; alternatives rituelles, et dérisoires, entre atomistes-individualistes et

holistes-collectivistes, et si visiblement absurdes qu'elles obligent à inventer des « holistes-individualistes », pour caser Humboldt, ou des « atomistes-collectivistes »; et le tout dans un extraordinaire *jargon*, une terrible *lingua franca* internationale, qui permet de charrier, sans les prendre jamais en compte consciemment, toutes les particularités et les particularismes associés aux traditions *philosophiques et politiques* nationales (tel pouvant écrire *liberty* entre parenthèses après le mot liberté, mais accepter sans problème des barbarismes conceptuels comme l'opposition entre le « procédural » et le « substantiel »). Ce débat et les « théories » qu'il oppose, et entre lesquelles il serait vain d'essayer d'introduire un choix politique, doivent sans doute une part de leur succès parmi les philosophes, conservateurs notamment (et spécialement catholiques), au fait qu'ils tendent à réduire la politique à la morale : l'immense discours savamment neutralisé et politiquement déréalisé qu'il suscite est venu prendre le relais de la grande tradition allemande de l'*Anthropologie philosophique*, parole noble et faussement profonde de *dénégation* (*Verneinung*) qui a longtemps fait écran et obstacle, partout où la philosophie (allemande) pouvait affirmer sa domination, à toute analyse scientifique du monde social¹¹.

Dans un domaine plus proche des réalités politiques, un débat comme celui de la « race » et de l'identité donne lieu à de semblables intrusions ethnocentriques. Une représentation historique, née du fait que la tradition américaine plaque la dichotomie entre Blancs et Noirs de manière arbitraire sur une réalité infiniment plus complexe, peut même s'imposer dans des pays où les principes de vision et de division, codifiés ou pratiques, des différences ethniques sont tout à fait

8 – Ce n'est pas le seul cas où, par un paradoxe qui manifeste un des effets les plus typiques de la domination symbolique, nombre de topiques que les États-Unis exportent et imposent dans tout l'univers, à commencer par l'Europe, ont été empruntés à ceux-là mêmes qui les reçoivent comme les formes les plus avancées de la théorie.

9 – Pour une bibliographie de l'immense débat, voir : *Philosophy & social criticism*, 3/4 v. 14, 1988, special issue, 'Universalism vs. communitarianism : contemporary debates in ethics'.

10 – H.L.A. Hart, « Rawls on Liberty and its Priority », in N. Daniels (éd.), *Reading Rawls*, New York, Basic Books, 1975, p. 238-259.

11 – De ce point de vue, basement sociologique, le dialogue entre Rawls et Habermas, dont il n'est pas exagéré de dire qu'ils sont équivalents à la tradition philosophique près, est hautement significatif (cf. par exemple, J. Habermas, « Reconciliation through the Public Use of Reason : Remarks on Political Liberalism », *Journal of Philosophy*, 1995, 3, p. 109-131).

différents et qui, comme le Brésil, étaient encore récemment tenus pour des contre-exemples au « modèle américain »¹². Conduites par des Américains et des Latino-Américains formés aux États-Unis, la plupart des recherches récentes sur l'inégalité ethnoraciale au Brésil s'efforcent de prouver que, contrairement à l'image que les Brésiliens se font de leur nation, le pays des « trois tristes races » (indigènes, noirs descendant des esclaves, blancs issus de la colonisation et des vagues d'immigration européennes) n'est pas moins « raciste » que les autres et que les Brésiliens « blancs » n'ont rien à envier à leurs cousins nord-américains sur ce chapitre. Pire, le *racismo mascarado* à la brésilienne serait par définition plus pervers, puisque dissimulé et dénié. C'est ce que prétend, dans *Orpheus and Power*¹³, le politologue afro-américain Michael Hanchard, qui, en appliquant les catégories raciales nord-américaines à la situation brésilienne, érige l'histoire particulière du Mouvement pour les droits civils en étalon universel de la lutte des groupes de couleur opprimés. Au lieu de considérer la constitution de l'ordre ethnoracial brésilien dans sa logique propre, ces recherches se contentent le plus souvent de remplacer en bloc le mythe national de la « démocratie raciale » (tel que l'exprime par exemple l'œuvre de Gilberto Freire¹⁴), par le mythe selon lequel toutes les sociétés sont « racistes », y compris celles au sein desquelles les rapports « raciaux » semblent au premier abord moins distants et hostiles. D'outil analytique, le concept de racisme devient un simple instrument d'accusation ; sous couvert de science, c'est la logique du procès qui s'affirme (assurant les succès de librairie, à défaut du succès d'estime)¹⁵.

Dans un article classique, publié il y a trente ans déjà, l'anthropologue Charles Wagley montrait que la conception de la « race » dans les Amériques admet plusieurs définitions, selon le poids accordé à l'ascendance, à l'apparence physique (qui ne se limite pas à la couleur de peau) et au statut socioculturel (profession, niveau de revenus, diplômes, région d'origine, etc.), en fonction de l'histoire des relations et des conflits entre groupes dans les diverses zones¹⁶. Les Nord-Américains sont les seuls à définir la « race » sur la base de la seule ascendance et, cela, dans le cas des seuls Afro-Américains : on est « Noir » à Chicago, Los Angeles ou Atlanta, non par la couleur de sa peau mais par le fait d'avoir un ou plusieurs parents identifiés comme Noirs, c'est-à-dire, au terme de la régression,

comme esclaves. Les États-Unis sont la seule société moderne à appliquer la « *one-drop rule* » et le principe d'« hypodescendance », selon lequel les enfants d'une union mixte se voient automatiquement assignés au groupe inférieur (ici les Noirs). Au Brésil, l'identité raciale se définit par référence à un *continuum* de « couleur », c'est-à-dire par l'application d'un principe souple ou flou qui, prenant en compte des traits physiques comme la texture des cheveux, la forme des lèvres et du nez et la position de classe (les revenus et l'éducation notamment), engendrent un grand nombre de catégories intermédiaires (plus d'une centaine répertoriées lors du recensement de 1980) et n'entraînent pas d'ostracisation radicale ni de *stigmatisation* sans remède. En témoignent par exemple les indices de ségrégation affichés par les villes brésiliennes, très nettement inférieurs à ceux des métropoles nord-américaines, et l'absence virtuelle de ces deux formes typiquement nord-américaines de violence raciale que sont le lynchage et l'émeute urbaine¹⁷. Tout à l'opposé, aux États-Unis, il n'existe pas de catégorie socialement et légalement reconnue de « métis »¹⁸. On a affaire à une division qui s'apparente plus à celle des *castes définitivement définies et délimitées* (à preuve, le taux d'intermariage exceptionnellement bas, moins

12 – Selon l'étude classique de C. Degler, *Neither Black Nor White : Slavery and Race Relations in Brazil and the United States*, Madison, University of Wisconsin Press, 1995, 1^{re} publ. 1974.

13 – M. Hanchard, *Orpheus and Power : The Movimento Negro of Rio de Janeiro and São Paulo, 1945-1988*, Princeton, Princeton University Press, 1994. On trouvera un puissante antidote au poison ethnocentrique sur ce sujet dans l'ouvrage d'Anthony Marx, *Making Race and Nation : A Comparison of the United States, South Africa and Brazil* (Cambridge, Cambridge University Press, 1998) qui démontre que les divisions raciales sont étroitement tributaires de l'histoire politique et idéologique du pays considéré, chaque État fabriquant en quelque sorte la conception de la « race » qui lui convient.

14 – G. Freire, *Maîtres et esclaves*, Paris, Gallimard, 1978.

15 – À quand un livre intitulé « Le Brésil raciste », sur le modèle de l'ouvrage au titre scientifiquement inqualifiable, « La France raciste », d'un sociologue français plus attentif aux attentes du champ journalistique qu'aux complexités du réel ?

16 – C. Wagley, « On the Concept of Social Race in the Americas », in D.B. Heath and R.N. Adams (eds), *Contemporary Cultures and Societies in Latin America*, New York, Random House, 1965, p. 531-545.

17 – E.E. Telles, « Race, Class, and Space in Brazilian Cities », *International Journal of Urban and Regional Research*, 19-3, septembre 1995, p. 395-406 ; et G.A. Reid, *Blacks and Whites in São Paulo, 1888-1988*, Madison, University of Wisconsin Press, 1992.

18 – F.J. Davis, *Who is Black? One Nation's Rule*, University Park, Pennsylvania State Press, 1991, et J. Williamson, *The New People : Miscegenation and Mulattoes in the United States*, New York, New York University Press, 1980.

de 2 % des Afro-Américaines contractant des unions « mixtes », contre près de la moitié des femmes d'origine hispanisante et asiatique), que l'on tente de masquer en la noyant par la « globalisation » dans l'univers des visions différenciantes.

Comment expliquer que puissent se trouver ainsi élevées, tacitement, au rang d'étalon universel par rapport auquel doit être analysée et mesurée toute situation de domination ethnique¹⁹, des « théories » des « relations raciales » qui sont des *transfigurations conceptualisées*, et sans cesse renouvelées pour les besoins de la remise à jour, de stéréotypes raciaux d'usage commun qui ne sont eux-mêmes que des justifications primaires de la domination des Blancs sur les Noirs²⁰? Le fait que la sociodicée raciale (ou raciste) ait pu, au cours des dernières années, se « mondialiser », perdant du même coup ses caractéristiques de discours justificateur à usage interne ou local, est sans doute une des attestations les plus exemplaires de l'empire et de l'emprise symboliques que les États-Unis exercent sur toute espèce de production savante et surtout demi-savante, à travers notamment le pouvoir de consécration qu'ils détiennent et les profits matériels et symboliques que procure aux chercheurs des pays dominés l'adhésion plus ou moins assumée ou honteuse au modèle venu des États-Unis. Car on peut dire, avec Thomas Bender, que les produits de la recherche américaine ont acquis « une stature internationale et un pouvoir d'attraction » comparables à ceux « du cinéma, de la musique populaire, des logiciels et du basket-ball américains »²¹. La violence symbolique ne s'exerce en effet jamais sans une forme de complicité (extorquée) de ceux qui la subissent et la « globalisation » des thèmes de la doxa sociale américaine ou de sa transcription, plus ou moins sublimée, dans le discours demi-savant ne serait pas possible sans la collaboration, consciente ou inconsciente, directement ou indirectement intéressée, de tous les « passeurs » et importateurs de produits culturels griffés ou dégriffés (éditeurs, directeurs d'institutions culturelles, musées, opéras, galeries, revues, etc.) qui, dans le pays même ou dans les pays cibles, proposent et propagent, souvent en toute bonne foi, les produits culturels américains, et de toutes les instances culturelles américaines qui, sans être explicitement concertées, accompagnent, orchestrent et parfois même organisent le processus de conversion collective à la nouvelle Mecque symbolique²².

Mais tous ces mécanismes qui ont pour effet de

favoriser une véritable « globalisation » des problématiques américaines, donnant ainsi raison, sur un point, à la croyance américano-centrique dans la « globalisation » entendue, tout simplement, comme *américanisation* du monde occidental et, de proche en proche, de tout l'univers, ne suffisent pas à expliquer la tendance du point de vue américain, savant ou demi-savant, sur le monde, à s'imposer comme point de vue universel, surtout quand il s'agit de questions, comme celle de la « race », où la particularité de la situation américaine est particulièrement flagrante et particulièrement loin d'être exemplaire. On pourrait encore invoquer, évidemment, le rôle moteur que jouent les grandes fondations américaines de philanthropie et de recherche dans la diffusion de la doxa raciale nord-américaine au sein du champ universitaire brésilien tant au niveau des représentations que des pratiques. Ainsi, la Fondation Rockefeller finance un programme sur « Race et ethnicité » à l'Université fédérale de Rio de Janeiro ainsi que le Centre d'études afro-asiatiques (et sa revue *Estudos Afro-asiáticos*) de l'Université Candido Mendes, de manière à favoriser les échanges de chercheurs et d'étudiants. Elle impose comme condition de son assistance que les équipes de recherche obéissent aux critères d'*affirmative action* à l'américaine, ce qui pose des problèmes épineux puisque, comme on l'a vu, la dichotomie blanc/noir est d'application pour le moins hasardeuse dans la société brésilienne.

19 – Ce statut d'étalon universel, de « méridien de Greenwich » par rapport auquel sont évalués les avances et les retards, les « archaïsmes » et les « modernismes » (l'avant-garde), est une des propriétés universelles de ceux qui dominent symboliquement un univers (cf. P. Casanova, *L'espace littéraire international*, Thèse de doctorat, Paris, 1997).

20 – James McKee démontre à la fois dans son maître-livre, *Sociology and the Race Problem: The Failure of a Perspective* (Urbana and Chicago, University of Illinois Press, 1993), d'une part, que ces théories à prétention scientifique reprennent le stéréotype de l'infériorité culturelle des Noirs et, d'autre part, qu'elles se sont révélées singulièrement inaptes à prédire puis à expliquer la mobilisation noire de l'après-guerre et les émeutes raciales des années 60.

21 – T. Bender, « Politics, Intellect, and the American University, 1945-1995 », *Daedalus*, 126, hiver 1997, p. 1-38; sur l'importation de la thématique du ghetto dans le récent débat autour de la ville et de ses maux, L. Wacquant, « Pour en finir avec le mythe des "cités-ghettos" : les différences entre la France et les États-Unis », *Annales de la recherche urbaine*, 52, septembre 1992, p. 20-30.

22 – On trouvera une description exemplaire du processus de transfert du pouvoir de consécration de Paris à New York en matière d'art d'avant-garde dans le livre classique de Serge Guilbaut, *How New York Stole the Idea of Modern Art: Abstract Impressionism, Freedom, and the Cold War*, Chicago, The University of Chicago Press, 1983.

Outre le rôle des fondations philanthropiques, il faut enfin mettre au nombre des facteurs qui contribuent à la diffusion de la « pensée US » en sciences sociales l'internationalisation de l'édition universitaire. L'intégration croissante de l'édition des livres académiques en langue anglaise (désormais vendus, souvent par les mêmes maisons, aux États-Unis, dans les différents pays de l'ancien Commonwealth britannique, mais aussi dans les petits pays polyglottes de l'Union européenne tels que la Suède et la Hollande et dans les sociétés les plus directement soumises à la domination culturelle américaine) et la disparition de la frontière entre édition universitaire et édition commerciale ont contribué à encourager la mise en circulation de termes, thèmes et tropes à forte circulation escomptée ou constatée qui, en retour, doivent leur pouvoir d'attraction au simple fait de leur très large diffusion. Par exemple, la grosse maison mi-commerciale, mi-universitaire (ce que les anglo-saxons appellent *crossover press*), Basil Blackwell, n'hésite pas à imposer à ses auteurs des titres en phase avec ce nouveau sens commun planétaire qu'elle contribue à forger sous couvert de s'en faire l'écho. Tel recueil de textes sur les nouvelles formes de pauvreté urbaine en Europe et en Amérique réunis en 1996 par le sociologue italien Enzo Mingione s'est vu affubler du titre *Urban Poverty and the Underclass*, contre l'avis de son responsable et des divers contributeurs puisque tout l'ouvrage tend à démontrer la vacuité de la notion d'*underclass* (Blackwell a même refusé de mettre le terme entre guillemets)²³. En cas de réticence trop marquée des auteurs, Basil Blackwell a beau jeu de prétendre qu'un titre alléchant est le seul moyen d'éviter un prix de vente élevé qui, en tout état de cause, tuerait le livre en question. C'est ainsi que des décisions de pure mercatique éditoriale orientent la recherche et l'enseignement universitaires dans le sens de l'homogénéisation et de la soumission aux modes venues d'Amérique, quand ils ne font pas carrément exister des « disciplines » comme les *cultural studies*, domaine hybride, né dans les années 70 en Angleterre, qui doit sa diffusion internationale à une politique de propagande éditoriale réussie. Ainsi, le fait que cette « discipline » est absente des champs universitaire et intellectuel français n'a pas empêché Routledge de publier un compendium intitulé *French Cultural Studies*, sur le modèle des *British Cultural Studies* (il existe aussi un tome de *German Cultural Studies*). Et l'on peut prédire qu'en vertu du

principe de parthénogenèse ethnico-éditorial en vogue aujourd'hui, on verra sous peu paraître un manuel de *French Arab Cultural Studies* qui fasse pendant à son cousin d'outre-Manche, *Black British Cultural Studies*, paru en 1997.

Mais tous ces facteurs réunis ne peuvent rendre complètement raison de l'hégémonie que la production américaine exerce sur le marché mondial. C'est pourquoi il faut prendre en compte le rôle de certains des responsables des stratégies d'import-export conceptuel mystificateurs mystifiés qui peuvent véhiculer sans le savoir la part cachée – et souvent maudite – des produits culturels qu'ils font circuler. Que penser en effet de ces chercheurs américains qui vont au Brésil encourager les leaders du *Movimento Negro* à adopter les tactiques du mouvement afro-américain de défense des droits civils et à dénoncer la catégorie de *pardo* (terme intermédiaire entre *branco*, blanc, et *preto*, noir, désignant les personnes d'apparence physique mixte) afin de mobiliser tous les Brésiliens d'ascendance africaine sur la base d'une opposition dichotomique entre « Afro-brésiliens » et « blancs » au moment même où, aux États-Unis, les individus d'origine mixte se mobilisent afin d'obtenir de l'État américain (à commencer par le Bureau du recensement) qu'il reconnaisse officiellement les Américains « métis » en cessant de les ranger de force sous l'unique étiquette « noire » ?²⁴ Pareils constats autorisent à penser que la découverte aussi récente que subite de la « globalisation de la race »²⁵ résulte, non d'une brusque convergence des modes de domination ethnoraciale dans les différents pays, mais bien de la quasi-universalisation du *folk concept* nord-américain de « race » sous l'effet de l'exportation mondiale des catégories savantes américaines.

23 – E. Mingione, *Urban Poverty and the Underclass: A Reader*, Oxford, Basil Blackwell, 1996. Il ne s'agit pas là d'un incident isolé : au moment où cet article part aux presses, la même maison d'édition a engagé un combat furieux avec les urbanologues Ronald van Kempen et Peter Marcuse, afin que ceux-ci changent le titre de leur ouvrage collectif, *The Partitioned City*, en *Globalizing Cities*.

24 – J.M. Spencer, *The New Colored People: The Mixed Race Movement in America*, New York, New York University, 1997, et K. DaCosta, *Remaking « Race »: Social Bases and Implications of the Multiracial Movement in America*, Thèse de doctorat, Université de Californie, Berkeley, 1998.

25 – H. Winant, « Racial Formation and Hegemony: Global and Local Developments », in A. Rattansi and S. Westwood (eds), *Racism, Identity, Ethnicity*, Oxford, Basil Blackwell, 1994, et *ibidem*, *Racial Conditions*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995.

On pourrait faire la même démonstration à propos de la diffusion internationale du vrai-faux concept d'*underclass* qui, par un effet d'*allogoxia* transcontinental, a été importé par les sociologues du vieux continent les plus désireux de se faire une seconde jeunesse savante en surfant sur la vague de popularité des concepts *made in USA*²⁶. Pour aller vite, les chercheurs européens entendent « classe » et croient faire référence à une nouvelle position dans la structure de l'espace social urbain quand leurs collègues américains entendent « *under* » et pensent ramassés de pauvres dangereux et immoraux, cela dans une optique résolument victorienne et racistoïde. Pourtant, Paul Peterson, professeur de politologie à Harvard et directeur du « Comité de recherche sur l'*underclass* urbaine » du Social Science Research Council (financé là encore par les fondations Rockefeller et Ford), ne laisse subsister aucune équivoque lorsqu'il résume avec approbation les enseignements d'un grand colloque sur l'*underclass* tenu en 1990 à Chicago en ces termes qui se passent de tout commentaire : « Le suffixe "*class*" est la composante la moins intéressante du mot. Bien qu'il implique un rapport entre deux groupes sociaux, les termes de ce rapport restent indéterminés tant qu'on n'y adjoint pas le mot plus familier "*under*". "*Under*" suggère quelque chose de bas, de vil, de passif, de résigné, et en même temps quelque chose de honteux, de dangereux, de disruptif, de sombre, de maléfique, et même de démoniaque. Et, en sus de ces attributs personnels, il implique l'idée de soumission, de subordination, et de misère²⁷ ».

Dans chaque champ intellectuel national, il s'est trouvé des « passeurs » (parfois un seul, parfois plusieurs) pour reprendre ce mythe savant et reformuler en ces termes aliénés la question des rapports entre pauvreté, immigration et ségrégation dans leur pays. Ainsi, on ne compte plus les articles et ouvrages qui se proposent de prouver – ou d'infirmer, ce qui revient à peu près au même –, avec une belle application positiviste, l'« existence » de ce « groupe » dans telle société, ville ou quartier, à partir d'indicateurs empiriques le plus souvent mal construits et mal corrélés entre eux²⁸. Or, poser la question de savoir s'il existe une *underclass* (terme que certains sociologues français n'ont pas hésité à traduire par « sous-classe », en attendant sans doute d'introduire le concept de sous-hommes) à Londres, Lyon, Leiden ou Lisbonne, c'est supposer au minimum, d'une part, que le terme est

doté d'une certaine consistance analytique et, d'autre part, qu'un tel « groupe » existe bien aux États-Unis²⁹. Or la notion mi-journalistique et mi-savante d'*underclass* est aussi dépourvue de cohérence sémantique que d'existence sociale. Les populations hétéroclites que les chercheurs américains rangent d'ordinaire sous ce terme – attributaires de l'assistance sociale et chômeurs chroniques, mères célibataires, familles monoparentales, rebuts du système scolaire, criminels et membres de gangs, drogués et sans-abri, quand ce n'est pas tous les habitants du ghetto en vrac – ne doivent d'être incluses dans cette catégorie fourre-tout qu'au fait qu'elles sont perçues comme autant de démentis vivants du « rêve américain » de réussite individuelle. Le « concept » apparenté d'« exclusion » est communément employé, en France et dans nombre d'autres pays européens (sous l'influence de la Commission européenne notamment), à la frontière des champs politique, journalistique et scientifique, avec des fonctions similaires de déshistoricisation et de dépolitisation. Ce qui donne une idée de l'inanité de l'entreprise consistant à retraduire une notion inexistant par une autre plus qu'incertaine³⁰.

L'*underclass* n'est en effet qu'un groupe fictif, produit sur le papier par les pratiques de classement des savants, journalistes et autres experts en gestion des pauvres (Noirs urbains) qui communient dans la croyance en son existence parce qu'il est bien fait

26 – Comme l'avait relevé il y a quelques années déjà John Westergaard dans son allocution présidentielle devant la British Sociological Association (« About and Beyond the Underclass: Some Notes on the Influence of the Social Climate on British Sociology Today », *Sociology*, 26-4, juillet-septembre 1992, p. 575-587).

27 – C. Jencks et P. Peterson (eds), *The Urban Underclass*, Washington, Brookings Institution, 1991, p. 3.

28 – Soit trois exemples parmi beaucoup d'autres : T. Rodant, « An Emerging Ethnic Underclass in the Netherlands? Some Empirical Evidence », *New Community*, 19-1, octobre 1992, p. 129-141 ; J. Dangschat, « Concentration of Poverty in the Landscapes of "Boomtown" Hamburg: The Creation of a New Urban Underclass? », *Urban Studies*, 31-77, août 1994, p. 1133-1147 ; et C.T. Whelm, « Marginalization, Deprivation, and Fatalism in the Republic of Ireland: Class and Underclass Perspectives », *European Sociological Review*, 12-1, mai 1996, p. 33-51.

29 – En se donnant beaucoup de peine pour arguer une évidence, le fait que le concept d'*underclass* ne s'applique pas dans les villes françaises, Cyprien Avenel accepte et renforce l'idée préconçue selon laquelle il serait opératoire aux États-Unis (« La question de l'*underclass* des deux côtés de l'Atlantique », *Sociologie du travail*, 39-2, avril 1997, p. 211-237).

30 – N. Herpin, « L'*underclass* dans la sociologie américaine : exclusion sociale et pauvreté », *Revue française de sociologie*, 34-3, juillet-septembre 1993, p. 421-439.

pour redonner une légitimité scientifique aux uns et un thème politiquement payant aux autres³¹. Inapte et inepte dans le cas américain, le concept d'importation n'apporte rien à la connaissance des sociétés européennes. En effet, les instruments et les modalités du gouvernement de la misère sont loin d'être identiques des deux côtés de l'Atlantique, sans parler des divisions ethniques et de leur statut politique³². Il s'ensuit que les « populations à problèmes » ne sont ni définies, ni traitées de la même manière aux États-Unis et dans les différents pays du vieux monde. Et le plus extraordinaire est sans doute que, selon un paradoxe déjà rencontré à propos d'autres faux concepts de la vulgate mondialisée, cette notion d'*underclass* qui nous arrive d'Amérique est en fait née en Europe, tout comme celle de ghetto qu'elle a pour fonction d'occulter en raison de la censure politique sévère qui pèse sur la recherche sur l'inégalité urbaine et raciale aux États-Unis. C'est l'économiste Gunnar Myrdal qu'il l'avait forgée dans les années 60 à partir du suédois *underklass*. Mais son intention était alors de décrire le processus de marginalisation des fractions inférieures de la classe ouvrière des pays riches pour critiquer l'idéologie de l'embourgeoisement généralisé des sociétés capitalistes³³. On voit combien le détour par l'Amérique peut transformer une idée : d'un concept structural visant à mettre en question la représentation dominante est sortie une catégorie behavioriste découpée sur mesure pour la renforcer en imputant aux comportements « antisociaux », des plus démunis la responsabilité de leur déposition.

Ces malentendus tiennent pour une part au fait que les « passeurs » transatlantiques des divers champs intellectuels importateurs, qui produisent, reproduisent et font circuler tous ces (faux) problèmes en prélevant au passage leur petite part de profit matériel ou symbolique, sont exposés, du fait de leur position et de leurs habitus savants et politiques, à une double hétéronomie. D'une part ils regardent vers l'Amérique, foyer supposé de la (post-) « modernité » sociale et scientifique, mais ils sont eux-mêmes dépendants des chercheurs américains qui exportent vers l'étranger des produits intellectuels (souvent défraîchis) puisqu'ils n'ont généralement pas de connaissance directe et spécifique des institutions et de la culture américaines. De l'autre, ils penchent vers le journalisme, vers les séductions qu'il propose et les succès immédiats qu'il procure, et, du même coup, vers les thèmes

qui affleurent à l'intersection des champs médiatique et politique, donc au point de rendement maximal sur le marché extérieur (comme le montrerait un recensement des recensions complaisantes que leurs travaux reçoivent dans les magazines en vue). D'où leur prédilection pour des problématiques *soft*, ni vraiment journalistiques (elles se parent de concepts), ni complètement savantes (elles s'enorgueillissent d'être en symbiose avec « le point de vue des acteurs »), qui ne sont que la retraduction demi-savante des problèmes sociaux du moment dans un idiome importé des États-Unis (ethnicité, identité, minorité, communauté, fragmentation, etc.) et qui se succèdent selon un ordre et un rythme dictés par les médias : jeunesse des banlieues, xénophobie de la classe ouvrière en déclin, désajustement des lycéens et des étudiants, violences urbaines, etc. Ces sociologues-journalistes, toujours prêts à commenter les « faits de société », dans un langage à la fois accessible et « moderniste », donc souvent perçu comme vaguement progressiste (par référence aux « archaïsmes » de la vieille pensée européenne), contribuent, de manière particulièrement paradoxale, à l'imposition d'une vision du monde qui est loin d'être incompatible, malgré les apparences, avec celles que produisent et véhiculent les grands *think tanks* internationaux, plus ou moins directement branchés sur les sphères du pouvoir économique et politique.

Quant à ceux qui, aux États-Unis, sont engagés, souvent sans bien le savoir, dans cette immense entreprise internationale d'import-export culturel, ils occupent pour la plupart une position dominée dans le champ du pouvoir américain, et même bien souvent dans le champ intellectuel. De même que les productions de la grande industrie culturelle américaine comme le jazz ou le rap, ou les modes vestimentaires et alimentaires les plus communes, comme le jean, doivent une part de la séduction quasi universelle qu'elles exercent sur la jeunesse au fait qu'elles sont produites et portées par

31 – L. Wacquant, « L'« underclass » urbaine dans l'imaginaire social et scientifique américain », in S. Paugam (éd.), *L'exclusion : l'état des savoirs*, Paris, Éditions La Découverte, 1996, p. 248-262.

32 – Ces différences s'enracinent dans des socles historiques profonds, comme l'indique la lecture comparée des travaux de Giovanna Procacci et Michael Katz : G. Procacci, *Gouverner la misère : la question sociale en France, 1789-1848*, Paris, Scuil, 1993 ; et M. Katz, *In the Shadow of the Poorhouse : A History of Welfare in America*, New York, Basic Books, 1997, n^{le} éd.

33 – G. Myrdal, *Challenge to Affluence*, New York, Pantheon, 1963.

des minorités dominées³⁴, de même les topiques de la nouvelle vulgate mondiale tirent sans doute une bonne partie de leur efficacité symbolique du fait que, portés par des spécialistes de disciplines perçues comme marginales et subversives telles que les *cultural studies*, les *minority studies*, les *gay studies* ou les *women studies*, ils prennent, aux yeux par exemple des écrivains des anciennes colonies européennes, les allures de messages de libération. L'impérialisme culturel (américain ou autre) ne s'impose jamais mieux en effet que lorsqu'il est servi par des intellectuels progressistes (ou « de couleur », dans le cas de l'inégalité raciale), peu suspects en apparence de promouvoir les intérêts hégémoniques d'un pays contre lequel ils portent le fer de la critique sociale. Ainsi, les divers articles qui composent le numéro de l'été 1996 de la revue *Dissent*, organe de la « vieille gauche » démocratique new-yorkaise, consacré aux « Minorités en luttés sur la planète : droits, espoirs, menaces³⁵ », projettent sur l'ensemble de l'humanité, avec la bonne conscience humaniste caractéristique de certaine gauche académique, non seulement le sens commun *liberal* nord-américain, mais la notion de *minority* (il faudrait garder toujours le mot anglais pour rappeler qu'il s'agit d'un concept indigène importé dans la théorie – et là encore originaire d'Europe) qui présuppose cela même dont il s'agirait de démontrer l'existence réelle ou possible³⁶ : que des catégories découpées au sein d'un État-nation donné à partir de traits « culturels » ou « ethniques » ont le désir et le droit d'exiger une reconnaissance civique et politique *en tant que telles*. Or les formes sous lesquelles les individus cherchent à faire reconnaître leur existence et leurs appartenances par l'État varient selon les lieux et les moments en fonction des traditions historiques et constituent toujours un enjeu de luttés dans l'histoire. C'est ainsi qu'une analyse comparative en apparence rigoureuse et généreuse peut, sans même que ses auteurs en aient conscience, contribuer à faire apparaître comme universelle une problématique faite par et pour des Américains.

On aboutit ainsi à un double paradoxe. Dans la lutte pour le monopole de la production de la vision du monde social universellement reconnue comme universelle, où ils occupent aujourd'hui une position éminente, voire dominante, les États-Unis sont bien exceptionnels, mais leur exceptionnalisme ne se situe pas là où la sociologie et la science sociale nationales s'accordent à le situer, c'est-à-dire dans la fluidité d'un ordre social

offrant des chances extraordinaires (notamment par comparaison avec les structures sociales rigides du *vieux* continent) à la mobilité : les études comparatives les plus rigoureuses s'accordent pour conclure que les États-Unis ne diffèrent pas foncièrement sur ce point des autres nations industrielles alors même que l'éventail des inégalités y est nettement plus ouvert³⁷. Si les États-Unis sont réellement exceptionnels, selon la vieille thématique toquevillienne, inlassablement reprise et périodiquement réactualisée, c'est avant tout par le *dualisme rigide*

34 – R. Fantasia, « Everything and Nothing : The Meaning of Fast-Food and Other American Cultural Goods in France », *The Tocqueville Review*, 15-7, 1994, p. 57-88.

35 – « Embattled Minorities around the Globe : Rights, Hopes, Threat », *Dissent*, été 1996.

36 – Le problème de la langue, évoqué ici en passant, est des plus épineux. Sachant les précautions que prennent les ethnologues dans l'introduction de mots indigènes, on peut, bien que l'on sache aussi tous les profits symboliques qu'apporte ce vernis de *modernity*, s'étonner que des professionnels des sciences sociales peuplent leur langage scientifique de tant de « faux amis » théoriques fondés sur le simple décalque lexicologique (*minority* : minorité, *profession* : profession libérale, etc.) sans voir que ces mots morphologiquement jumeaux sont séparés par tout l'écart entre le système social dans lequel ils ont été produits et le nouveau système dans lequel ils sont introduits. Les plus exposés à la *fallacy* du « faux ami » sont évidemment les Anglais parce qu'ils parlent en apparence la même langue, mais aussi parce qu'ils ont souvent appris la sociologie dans des manuels, des *readers* et des livres américains, n'ont pas grand-chose à opposer, sauf vigilance épistémologique politique extrême, à l'envahissement conceptuel. (Il existe bien sûr des pôles de résistance affirmée à l'hégémonie américaine, comme, par exemple, dans le cas des études ethniques, autour de la revue *Ethnic and Racial Studies*, dirigée par Martin Bulmer, et du groupe d'étude du racisme et des migrations de Robert Miles à l'Université de Glasgow : mais ces paradigmes alternatifs, soucieux de prendre pleinement en compte les spécificités de l'ordre britannique, ne doivent pas moins se définir par opposition aux conceptions américaines et à leurs dérivés britanniques.) Il s'ensuit que l'Angleterre est structurellement prédisposée à faire office de cheval de Troie par lequel les notions du sens commun savant américain pénètrent dans le champ intellectuel européen (il en va ici en matière intellectuelle comme en politique économique et sociale). C'est en Angleterre que l'action des fondations conservatrices et des intellectuels-mercenaires est la plus anciennement établie, la plus soutenue et la plus payante. En témoignent la diffusion du mythe savant de l'*underclass* à la suite d'interventions ultra-médiatisées de Charles Murray, expert du Manhattan Institute et gourou intellectuel de la droite libertaire aux États-Unis, et de son pendant, le thème de la « dépendance » des démunis à l'égard des aides sociales, que Tony Blair se propose aujourd'hui de réduire drastiquement afin de « libérer » les pauvres du « carcan » de l'assistance, comme l'a fait Clinton pour leurs cousins d'Amérique à l'été 1996.

37 – Cf. notamment R. Erickson et J. Goldthorpe, *The Constant Flux : A Study of Mobility in Industrial Societies*, Oxford, Clarendon Press, 1992 ; Erik Olin Wright arrive au même résultat avec une méthodologie sensiblement différente, dans *Class Counts : Comparative Studies in Class Inequality*, Cambridge-Paris, Cambridge University Press-Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1997 ; sur les déterminants politiques de l'échelle des inégalités aux États-Unis et de leur croissance durant les deux dernières décennies, C. Fischer *et al.*, *Inequality by Design : Cracking the Bell Curve Myth*, Princeton, Princeton University Press, 1996.

des divisions de l'ordre racial. C'est plus encore par leur capacité d'imposer comme universel ce qu'ils ont de plus particulier tout en faisant passer pour exceptionnel ce qu'ils ont de plus commun.

S'il est vrai que la déshistoricisation qui résulte presque inévitablement de la migration des idées à travers les frontières nationales est un des facteurs de déréalisation et de fausse universalisation (avec par exemple les « faux amis » théoriques), alors seule une véritable histoire de la genèse des idées sur le monde social, associée à une analyse des mécanismes sociaux de la circulation internationale de ces idées, pourrait conduire les savants, en ce domaine comme ailleurs, à une meilleure maîtrise des instruments avec lesquels ils argumentent sans s'inquiéter au préalable d'argumenter à leur propos³⁸.

38 – Dans un ouvrage essentiel pour prendre la pleine mesure de la part d'inconscient historique qui survit, sous une forme plus ou moins méconnaissable et refoulée, dans les problématiques savantes d'un pays, et de la pesanteur historique qui donne à l'impérialisme académique américain une part de son extraordinaire force d'imposition, Dorothy Ross révèle comment les sciences sociales américaines (économie, sociologie, politologie et psychologie) se sont construites d'emblée sur deux dogmes complémentaires constitutifs de la doxa nationale, l'« individualisme métaphysique » et l'idée d'une opposition diamétrale entre le dynamisme et la souplesse du « nouvel » ordre social américain d'une part et la stagnation et la rigidité des « vieilles » formations sociales européennes de l'autre (D. Ross, *The Origins of American Social Science*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991). Deux dogmes fondateurs dont on trouve des retraductions directes dans le langage ostentatoirement épuré de la théorie sociologique, pour le premier, avec la tentative canonique de Talcott Parsons d'élaborer une « théorie volontariste de l'action », et, plus récemment, dans la résurgence de la théorie dite du choix rationnel, et, pour le second, dans la « théorie de la modernisation » qui régna sans partage sur l'étude du changement sociétal dans les trois décennies de l'après-guerre et qui fait aujourd'hui un retour inattendu dans les études post-soviétiques.